
SYNTHESE de Note de lecture

REFORMES ET TRANSFORMATIONS

SYNTHESE

Cet ouvrage synthétise les réflexions menées par l'Académie des Sciences Morales et Politiques, présidée par Michel Pébereau, sur les réformes nécessaires en France, et rassemble les analyses de nombreux experts reconnus sur des thèmes clés pour l'avenir de du pays : emploi, innovation, réforme de l'Etat, fiscalité, Europe et mondialisation.

En introduction de l'ouvrage, Michel Pébereau fait le constat que la France est l'un des rares pays européens à ne pas avoir engagé des réformes de fond pour adapter son système public à la nouvelle donne économique mondiale.

Le livre s'attèle tout d'abord à la question fondamentale de l'emploi : après avoir fait le constat de l'écart de performances persistant entre la France et l'Allemagne, tant en matière de compétitivité internationale, de taux de chômage et de taux de participation à l'activité productive, les différentes contributions insistent sur la nécessaire réduction du poids de la sphère publique (Denis Kessler), l'urgence de s'attaquer au chômage structurel et au dualisme du marché du travail (Pierre Cahuc), et celle de réformer notre droit social réglementaire pour laisser plus de place aux négociations entre les partenaires sociaux et soutenir le travail indépendant (Bertrand Martinot).

Si Jean-Marc Daniel fait le constat de l'échec du paritarisme en France et plaide pour une révolution culturelle favorable à l'autoentrepreneur,

Christian Forestier, en insistant sur la nécessité de développer l'apprentissage, rappelle tout l'enjeu de la lutte contre l'échec scolaire en France qui demeure un gâchis individuel et collectif en freinant l'insertion professionnelle des jeunes.

Philippe Aghion étudie les réformes qui seraient nécessaires pour assurer la compétitivité internationale de notre système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), dans une économie d'innovation. Pour lui, toute réforme de l'université doit jouer sur trois piliers : moyens financiers, autonomie et incitations.

Pour réveiller l'esprit d'innovation, les experts réunis ici estiment que le redressement de notre économie devra rallumer le moteur de l'entrepreneuriat (Anne Lauvergeon), celui de l'essor des services à la personne (Michèle Debonneuil), et celui de l'économie collaborative et ses potentialités tant dans le secteur privé que dans le secteur public (Elisabeth Grosdhomme).

Jean-Paul Bouttes estime quant à lui qu'un des chantiers majeurs est celui de la politique de l'énergie, qui doit être tendue vers trois objectifs : assurer la compétitivité de notre économie, réduire notre dépendance extérieure et protéger l'environnement.

Pour Lionel Fontagné, la France peut restaurer son leadership en Europe en matière d'agriculture et d'industries agroalimentaires par un soutien public pérenne au secteur, et une sécurisation des revenus des agriculteurs.

Mais comment rendre le secteur public sobre et performant ?

La France doit ramener rapidement et durablement ses dépenses publiques en deçà de 50% du PIB pour François Ecalle, soit au niveau de la moyenne européenne, et Agnès Verdier-Molinié analyse les voies qui permettront de réduire le mille-feuille territorial et rationaliser les services publics pour améliorer le rapport coût/efficacité. Pour assurer l'avenir de nos retraites, Philippe Trainar préconise notamment de porter l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans, accélérer la remontée de la durée de cotisation et porter celle-ci à 180 trimestres. La santé est aussi un enjeu crucial : Guy Vallencien développe l'idée d'une réorganisation des structures sanitaires, avec en particulier la création d'un grand ministère de la Santé qui intègre outre les soins et la prévention médicale, l'agroalimentaire et l'environnement, qui'il appelle de ses vœux. Dans le domaine de la politique du logement, Etienne Wasmer étudie les pistes de réforme, notamment fiscales, pour lutter contre les difficultés d'accès au logement des jeunes ménages en raison de la dynamique des prix, des inégalités patrimoniales, des freins à la mobilité.

Pour les experts qui ont contribué à cet ouvrage, il est temps de repenser la fiscalité pour doper la compétitivité de notre territoire : selon Henri de Castries, pour réorganiser notre système de prélèvements obligatoires, il faut agir en priorité sur la fiscalité du capital, en ramenant le taux moyen au niveau de nos voisins européens, soit 30%, et réduire les charges qui pèsent sur le travail.

Michel Didier réfléchit dans son article à la fiscalité de l'épargne qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour retenir en France l'épargne des Français et l'orienter vers les entreprises.

Marie-Anne Frison-Roche et Maryvonne de Saint Pulgent insistent dans leurs contributions sur l'adaptation rapide de notre droit et notre système juridique afin de créer un environnement réglementaire incitatif à même de soutenir nos entreprises, libérer notre économie et profiter des potentialités de la transformation digitale.

Mais les défis de la France s'inscrivent dans un cadre européen et mondial : Herman Van Rompuy plaide pour une relance du projet européen autour de trois piliers : prospérité (croissance de la productivité), sécurité (politique migratoire intelligente) et équité (lutte contre les inégalités).

François Villeroy de Galhau analyse les mesures pour concilier les régulations nécessaires pour assurer la stabilité financière, un bien public, et la croissance économique.

Jacques de Larosière s'inquiète quant à lui de l'excès des liquidités en circulation dans l'économie mondiale, qui présente certes des avantages en termes de soutien à la demande globale mais qui a accru l'endettement des acteurs économiques et la fragilité financière.

Nicolas Baverez décrypte les stratégies de défense et de sécurité face aux nouvelles menaces dans un monde multipolaire et où les tensions internationales restent importantes : il préconise de repenser la stratégie de Défense de la France et de l'Europe, en maintenant les moyens financiers à même de permettre à la France de continuer à constituer le socle sur lequel le continent construit sa sécurité.

En conclusion de l'ouvrage, le Prix Nobel d'économie Jean Tirole regrette le déficit de culture économique persistant à travers le monde, mais aussi en France, contribuant sans doute à une méfiance particulière des Français vis-à-vis de l'économie de marché. Il insiste sur la nécessité de produire un effort d'éducation économique et financière à tous les niveaux du système éducatif.